

## Turquie - Irak : une opération « rescue » qui a raté ?



Après « l'exécution » de 13 Turcs en Irak, aux mains du PKK, Recep Tayyip Erdoğan a accusé Washington de soutenir les « terroristes » kurdes.

Avec Alain Rodier

Après l'assassinat de treize citoyens turcs par le PKK en Irak à la mi-février 2021, le président Recep Tayyip Erdoğan a accusé le 15 du même mois Washington de soutenir « les terroristes ». L'ambassadeur américain en Turquie a été convoqué au ministère des Affaires étrangères à Ankara pour s'expliquer. La Turquie avait accusé, la veille le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) d'avoir exécuté treize de ses ressortissants, membres des forces de sécurité pour la plupart, qu'il retenait en captivité dans le nord de l'Irak depuis plusieurs années et peut être parmi eux deux Officiers des services de renseignement MIT qui étaient tombés dans un traquenard en août 2017.

Selon le ministre turc de la Défense, Hulusi Akar, des militaires turcs ont découvert treize corps (dont douze tués d'une balle dans la tête, le dernier à hauteur de l'épaule) dans une grotte située dans la région de Gara, dans le nord de l'Irak où Ankara menait depuis le 10 février

l'opération « serres de l'aigle II ». Il est possible que l'armée turque ait tenté une opération « rescue » pour libérer ses « otages » et que cette dernière ait mal tourné, les gardiens se sentant pris au piège ayant fui après avoir tué leurs prisonniers. L'état-major turc affirme que 64 activistes auraient été neutralisés lors de cette opération. Trois militaires turcs y auraient aussi trouvé la mort. Le PKK a reconnu le 14 février le décès de prisonniers mais a déclaré qu'ils avaient été tués lors de frappes aériennes turques (ce détail extrêmement important devrait pouvoir être bien éclairci par les médecins légistes turcs qui ont récupéré les dépouilles dans la mesure où les autorités leur laissent le droit d'exprimer leurs constatations ; dans le cas contraire, toutes les supputations seront possible).

Le PKK est un mouvement d'origine marxiste-léniniste devenue « apoïste » tiré du surnom de son leader Abdullah Öcalan alias « Apo » interné à vie en Turquie (c'est la même idéologie mais teintée de féminisme et d'écologie de manière à être encore plus « populaire » dans les intelligentsias occidentales). Le Département d'État américain a «déploré» ces morts le 14 février au soir dans un communiqué. «Si les informations sur la mort de civils turcs (qui pour la plupart ne semblent pas avoir été des 'civils' [NdA]) aux mains du PKK, une organisation classée terroriste, se confirment, nous condamnons ces actions dans les termes les plus forts». Depuis, Washington a effectivement condamné le PKK sans doute sous pression du pouvoir turc, l'administration de Joe Biden prenant actuellement ses marques en matière de politique étrangère.

La mésentente entre Washington et Ankara sur la question kurde concerne la politique américaine à l'égard des rebelles kurdes dans leur globalité. Si Washington considère le PKK comme une organisation terroriste à l'instar des autres alliés occidentaux, il n'en soutient pas moins des milices kurdes syriennes du Parti de l'union démocratique (PYD) qui y sont liées dans le cadre de la guerre contre Daech. En Irak, le chef d'État turc avait appelé Bagdad à intensifier la lutte contre le PKK lors de la visite à Ankara du Premier ministre Moustafa al-Kazimi.

En Turquie, la réaction ne s'est pas fait attendre, 600 personnes supposées entretenir des liens avec les séparatistes kurdes ont été arrêtées. Beaucoup appartiennent au Parti démocratique des peuples ( HDP) représenté au Parlement mais dont les deux vice-présidents Selahattin Demirtas et Figen Yüksekdağ (ainsi que plusieurs députés) sont en prison depuis le 4 novembre 2016.